AUTEUR TATIANA KASTOUÉVA-JEAN

TATIANA KASTOUÉVA-JEAN, RESPONSABLE DU CENTRE RUSSIE/NEI À L'IFRI,
est diplômée de l'Université d'État de Ekaterinbourg. Elle possède un Master franco-russe en relations internationales Sciences-Po/Mgimo à Moscou et un DEA de relations internationales à l'Université de Marne-la-Vallée. Tatiana dirige la collection électronique trilingue Russie.Nei.Visions. Elle est auteur du livre *Universités russes, sont-elles compétitives ?* (Paris, CNRS Éditions - 2013). Elle intervient régulièrement dans les médias français et internationaux sur les sujets concernant la Russie.

"GLOBAL EDUCATION", POUR FORMER DES ÉTUDIANTS RUSSES À L'ÉTRANGER

La Russie est depuis longtemps impliquée dans le développement de programme de formation d'étudiants russes à l'étranger. En décembre 2014, le président Poutine a lancé le nouveau programme gouvernemental de financement d'études à l'étranger "Global Education" pour la période de 2014 à 2016. Son adaptation récente reflète les incertitudes économiques et politiques du pays.

Dans le monde moderne, la maîtrise du savoir est devenue une composante de la puissance, du prestige et de l'attractivité d'un pays. L'éducation définit la qualité du capital humain et la compétitivité nationale au niveau global. Au niveau international, le nombre d'étudiants partis étudier à l'étranger est passé de 1,3 à 4,5 millions entre 1990 et 2011. Les pays émergents et ceux en développement cherchent à tirer profit de l'expérience des économies développées en envoyant leurs étudiants à l'étranger. Car les enjeux sont importants en termes de relations internationales. Cependant, ce marché est influencé par des dynamiques économiques, sociales et politiques relevant autant de la coopération que de la rivalité. Ainsi, les pays émergents nourrissent de plus en plus l'ambition de rattraper, voire de concurrencer les marchés développés : à la notion de "réservoirs" d'étudiants, s'ajoute celle de pôles d'attraction capables de capter des flux et d'obtenir des parts du marché. La Russie est activement impliquée dans tous ces processus.

Déjà à l'époque de Pierre le Grand, la Russie envoyait des apprentis et des étudiants en Europe. À l'époque soviétique, les échanges d'étudiants étaient rares, mais pas complètement inexistants. Aujourd'hui, selon les données officielles, plus de 50000 Russes font leurs études à l'étranger. Environ 40 % de ces étudiants sont répartis entre quatre principaux pays d'accueil : l'Allemagne (18,4 %), les États-Unis (6,5 %), la Grande-Bretagne (6,5 %) et la France (5,9 %). Si certains étudiants partent dans le cadre d'échanges bilatéraux, une grande partie d'entre eux prend en charge le coût de leurs études : la croissance économique des années 2000 a contribué au développement d'une classe solvable et friande de formations de qualité. L'État russe ne finance que très peu ce type d'études. Ainsi, depuis le lancement en 1993 par Boris Eltsine du "Programme présidentiel de formation à l'étranger", seules 100 bourses ont été octroyées par an dans ce cadre, avec un peu plus de 2000 bénéficiaires. Un autre programme inauguré par Eltsine en 1997 était dédié à la formation à l'étranger de *managers* russes occupant des postes à responsabilité dans des entreprises privées et publiques, et relevait de formation continue.

En décembre 2014, le président Poutine a lancé un nouveau programme gouvernemental de financement d'études à l'étranger pour la période de 2014 à 2016. Intitulé *Global Education*, il prévoit la prise en charge des frais d'inscription, d'hébergement, de repas, d'assurance médicale et d'achat de livres pour 1500 étudiants de Master ou de doctorat. Chaque candidat peut obtenir le financement de deux années de formation si plusieurs critères sont satisfaits : posséder un diplôme du premier cycle d'enseignement supérieur (*bakkalavriat* dans le système russe), être déjà inscrit dans une des 200 universités étrangères

THE GLOBAL EDUCATION PROGRAM UNDER CRITICISMS

The launch of "Global Education", Russian students abroad training program, comes at a time of high tensions between Russia and the West. An adaptation is unavoidable to meet the criticisms that point the program weakens the country, opening it to negative foreign influence and promoting brain drain.
Tatiana Kastouéva-Jean, Responsable du Centre Russie-NEI, Ifri, Paris
www.revueanalysefinanciere.com

cotées dans les classements internationaux comme *Shanghai Ranking* ou *Times Higher Education*, dont les diplômes sont officiellement reconnus en Russie, et avoir choisi l'une des spécialisations considérées comme prioritaires par les autorités russes (médecine, sciences, ingénierie, hautes technologies etc.). La majorité des universités suggérées par la liste officielle sont américaines (64) et européennes. Le programme bénéficie du soutien de plusieurs ministères fédéraux, des régions, de compagnies publiques et privées et de banques.

UN EFFET *SPIN OFF* POUR L'ÉCONOMIE RUSSE ?

Le lancement de ce programme est tout récent : le premier tour de sélection de dossiers est encore en cours. Les coordinateurs notent un intérêt certain de la part des candidats : le site du programme reçoit 2 000 visites par jour et 1 500 utilisateurs sont déjà enregistrés. Il est intéressant de noter le lancement tardif de *Global Education* par rapport aux programmes comparables dans d'autres pays, ainsi que son ambition quantitative limitée pour assurer un véritable effet *spin-off* pour l'économie russe. Plus de 10 000 personnes ont, par exemple, été formées dans le cadre du programme kazakhstanais *Bolashak* depuis 1993, sans parler de la Chine qui a envoyé à l'étranger plus d'un million d'étudiants depuis la fin de la révolution culturelle.

L'idée même du programme continue de rencontrer beaucoup de critiques en Russie : il dénigrerait ainsi les qualités des formations nationales, ouvrirait le pays à des influences étrangères néfastes pour la souveraineté du pays ou encore favoriserait le *brain drain*. Concernant le dernier point, il est certain qu'une partie des étudiants peut être tentée de rester dans le pays d'accueil. Pour prévenir la fuite des cerveaux, *Global Education* prévoit l'obligation pour le bénéficiaire de travailler en Russie pendant au moins trois ans après la fin de ses études à l'étranger. Une amende égale au triple du coût dépensé par l'État sera réclamée aux fautifs. L'État russe a établi une liste d'employeurs potentiels (au nombre de 550) parmi lesquels figurent des universités, des centres de recherche, des hôpitaux, des administrations publiques, des compagnies de secteurs traditionnels comme la métallurgie ou les hydrocarbures et des compagnies innovantes.

PRIORITÉ AUX RÉGIONS

Seuls 10 % des bénéficiaires du programme pourront rester travailler à Moscou et à Saint-Pétersbourg, la priorité géographique étant accordée aux régions comme la Sibérie orientale et l'Extrême-Orient. Ces orientations correspondent aux objectifs déclarés de développement régional et aux annonces de grands projets d'infrastructure. Les conditions de retour offertes aux diplômés seront essentielles pour le succès du programme. Garantir aux diplômés de bonnes conditions de travail, le maintien du niveau de qualification acquis, une progression de carrière et un niveau de salaire satisfaisant est loin de dépendre du seul futur employeur : tout un ensemble de facteurs entre en jeu, comme l'évolution économique, sociale et politique de l'ensemble du pays. Or, ce sont les incertitudes économiques et politiques actuelles qui peuvent représenter un risque majeur pour le bon déroulement du programme. Si l'idée est née en 2010 sous la présidence de Dmitri Medvedev, promoteur actif de la modernisation du pays et des innovations, son lancement réel fin 2014 se fait dans un contexte difficile. La dévaluation du rouble provoque la contraction des volumes budgétaires dédiés, qui risque d'être aggravée par la récession économique. Les responsables de la mise en œuvre du programme affirment que l'intérêt et le soutien de la part des autorités russes, des compagnies et des universités étrangères ne faiblissent pas. Mais certains signes politiques ne trompent pas. Ainsi, le programme d'échanges d'écoliers avec les États-Unis, *FLEX*, a été fermé pour deux ans. Les contacts des représentants de l'Union européenne avec les étudiants dans les universités russes seront désormais surveillés de près. Le ministre de l'Éducation Dmitri Livanov a déjà dû admettre qu'il faudrait adapter le programme au nouveau contexte politique. Des députés proposent d'en exclure les pays qui participent aux sanctions à l'encontre de la Russie. Il sera instructif d'observer les mutations de ce programme, dans lequel se refléteront, comme dans une goutte d'eau, des tendances beaucoup plus larges. ■

L'idée même du programme a d'emblée rencontré beaucoup de critiques en Russie : il dénigrerait ainsi les qualités des formations nationales, ouvrirait le pays à des influences étrangères néfastes pour la souveraineté du pays ou encore favoriserait le brain drain.